

<http://divergences.be/spip.php?article4113>



La critique est-elle vraiment en crise ?

- Aujourd'hui - 2025 - juin 2025 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [The Nation](#)



Libérer la liberté d'expression des milliardaires

Les universités prétendent être des espaces où le savoir est recherché sans parti pris politique et à partir d'une position de "neutralité politique". Ce faisant, elles occultent la reproduction d'un pouvoir inégal et immérité ancré dans leurs propres systèmes et le fait qu'ils sont conçus pour protéger le statu quo, qu'il s'agisse d'admissions héritées ou de programmes de recherche et de décisions d'embauche déterminés par des donateurs milliardaires. En défendant la liberté d'expression dans l'abstrait, ces institutions promeuvent l'idée que toutes les idées, quelle que soit leur origine, ont la même valeur et sont évaluées de la même manière. Cependant, comme peut en témoigner tout étudiant ou membre du corps enseignant noir, brun ou trans d'une université de l'Ivy League [1] et publics n'est pas répartie de manière égale.

Les récents événements survenus à l'université de Harvard illustrent bien la manière dont les appels sélectifs à la liberté d'expression et les manipulations des politiques antidiscriminatoires qui y sont associées peuvent servir à masquer les dynamiques de pouvoir et à perpétuer les inégalités. En janvier, Harvard a réglé deux actions en justice fondées sur le titre VI, dans lesquelles il était allégué que l'université n'avait pas traité de manière adéquate l'antisémitisme sur le campus. Dans le cadre de ce règlement, Harvard a accepté d'adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) [2], qui définit de manière controversée de nombreuses critiques répandues à l'encontre du gouvernement israélien, de ses colonies illégales et en perpétuelle expansion sur les terres palestiniennes, et de son traitement violent des Palestiniens, comme des exemples d'antisémitisme

La décision de l'université a suscité un vif débat : ses partisans soutiennent qu'elle protège les étudiants juifs contre la discrimination, tandis que ses détracteurs - y compris les étudiants juifs - mettent en garde contre l'étouffement des critiques légitimes et importantes à l'égard de la politique israélienne. Elle est déjà utilisée pour supprimer des discours politiques de principe, suspendre des programmes éducatifs et cibler des enseignants juifs et israéliens qui

critiquent le sionisme et l'assimilation de la judéité à la loyauté envers l'État israélien. Selon la nouvelle politique antidiscriminatoire de Harvard, plusieurs de mes propres publications, par exemple, y compris sur l'éthique médicale dans la revue *The Lancet* et des magazines comme *The Nation*, ou simplement des appels à la condamnation et à l'arrêt des crimes de guerre, pourraient être définis comme antisémites.

Comme je l'ai appris récemment lorsque j'ai été contraint de retirer un article coécrit de la production quelques heures avant sa publication en raison de la menace de représailles de la part des administrateurs, même les professeurs chevronnés de Harvard ne peuvent plus publier de critiques de la violence israélo-américaine contre les Palestiniens sans être prêts à faire face à de graves représailles de la part de bureaucrates craignant de provoquer l'ire de Trump et des menaces sur le financement fédéral.

Cette controverse résume la tension au cœur du discours sur la liberté d'expression. En adoptant la définition de l'antisémitisme de l'IHRA, Harvard invoque la rhétorique de l'antidiscrimination pour justifier une politique qui supprimera la dissidence et le dialogue critique visant à protéger les personnes vulnérables qui ont été et continuent d'être violées et assassinées par Israël avec le soutien du gouvernement américain. Il ne devrait échapper à personne que cette décision a été prise après 15 mois de pressions idéologiques impériales intenses exercées par des donateurs milliardaires tels que Ken Griffin, Len Blavatnik et Bill Ackman, qui ont à maintes reprises appelé à une répression sévère des manifestations étudiantes et des discours sur les campus critiquant la violence israélienne à l'encontre des civils palestiniens.

Aujourd'hui, des personnes comme l'ancien président de l'université Larry Summers utilisent la définition de l'antisémitisme de l'IHRA pour harceler publiquement leurs collègues en demandant à Harvard de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des professeurs qui reconnaissent des réalités historiques fondamentales telles que la Nakba et de limiter les événements sur le campus qui pourraient potentiellement inclure des critiques à l'encontre du gouvernement israélien. Le doyen intérimaire David Cutler et le président Alan Garber ont suivi les recommandations de M. Summer. Dans un tel environnement qui revendique sans ironie la *veritas* comme devise, aucune personne attachée à la vérité, à l'histoire ou aux droits de l'homme ne devrait se sentir en sécurité ou libre sur le campus

Cet épisode sordide de l'histoire d'Harvard reflète avec une clarté inhabituelle la manière dont les institutions d'élite manient régulièrement le langage de la liberté d'expression et de la lutte contre la discrimination, non pas pour protéger les voix et les opinions marginalisées, mais pour consolider le contrôle sur les perspectives jugées acceptables, afin de renforcer le pouvoir des riches impérialistes blancs. Les actions de Harvard illustrent une tendance plus large dans laquelle la liberté d'expression est utilisée pour privilégier les intérêts de parties prenantes puissantes - qu'il s'agisse de donateurs, de lobbies politiques ou d'administrateurs - au détriment des étudiants, des professeurs et d'un véritable dialogue ouvert et de la possibilité d'une pensée critique.

En promouvant le mythe d'une sphère académique méritocratique et impartiale, les universités d'élite renforcent l'idée que la production de connaissances est dissociée du pouvoir politique et social qui sous-tend leurs dotations et occulte l'une de leurs fonctions structurelles essentielles : la reproduction des inégalités de classe et de race, ainsi que des politiques impériales imbriquées. Cette performance fausse non seulement la compréhension de la liberté d'expression par le public, mais renforce également la légitimité des détenteurs du pouvoir - universitaire, corporatif et politique - qui s'appuient sur ces illusions pour maintenir leur contrôle.

Ce n'est pas une coïncidence si bon nombre des oligarques et de leurs sous-fifres - de Musk et Trump à JD Vance, Ackman et Christopher Rufo - qui répriment actuellement les droits significatifs à la liberté d'expression et à la dissidence sont issus des universités d'élite mêmes qu'ils attaquent aujourd'hui. En bâtissant leur réputation et leur capital institutionnel en supprimant les critiques sur l'inégalité et la responsabilité, les universités d'élite ont activement créé les agents réactionnaires à l'origine de la destruction de l'éducation américaine.

Libérer la liberté d'expression des milliardaires

Aujourd'hui, le discours sur la liberté d'expression ne se contente pas de ne pas aborder les inégalités, il les reproduit activement. En se concentrant sur le droit formel de s'exprimer plutôt que sur les conditions matérielles qui permettent ou limitent l'expression, il naturalise un statu quo profondément inégalitaire. Les invocations abstraites de la liberté d'expression détournent l'attention du fait que ce qui détermine véritablement les voix qui façonnent notre société aujourd'hui creuse n'est pas la liberté de s'exprimer ni le mérite des idées, mais simplement la possession du pouvoir de forcer les autres à vous écouter.

Réimaginer la liberté d'expression de manière à remettre en question l'oligarchie plutôt que de l'enraciner nécessite de passer de droits abstraits à des réalités matérielles. Cela signifie qu'il faut reconnaître que la parole n'est pas libre lorsque l'accès aux moyens de communication est monopolisé par quelques-uns, ni lorsque les inégalités systémiques réduisent le plus grand nombre au silence. Une vision démocratique de la liberté d'expression exigerait non seulement l'absence de censure, mais aussi la redistribution active des ressources et de la propriété des plateformes médiatiques qui constituent la sphère publique.

"La liberté de la presse n'est garantie qu'à ceux qui en possèdent une", écrivait A.J. Liebling en 1960. Bien qu'aujourd'hui la presse à imprimer ait largement cédé la place à ses descendants numériques, la vérité de cette observation demeure. Tant qu'une véritable démocratisation des médias ne sera pas réalisée, le discours sur la liberté d'expression continuera à faire ce qu'il a toujours fait : refléter et renforcer les structures de pouvoir de la société dans laquelle il opère. Cette réalité n'est pas encourageante pour la possibilité d'une démocratie dans un pays profondément inégalitaire et de plus en plus contrôlé par des milliardaires.

Post-scriptum :

Eric Reinhart est anthropologue politique, psychiatre social et clinicien psychanalyste.

[1] , la capacité à se faire entendre en tant que voix faisant autorité dans les forums académiques rassemble les meilleures et plus riches universités du pays

[2] L'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) rassemble des gouvernements et des experts dans le but de renforcer et de promouvoir l'éducation, le travail de mémoire et la recherche sur l'Holocauste et de mettre en œuvre les engagements de la déclaration de Stockholm de 2000. Leur texte comprends ceci "L'antisémitisme peut se manifester par des attaques à l'encontre de l'État d'Israël lorsqu'il est perçu comme une collectivité juive. Cependant, critiquer Israël comme on critiquerait tout autre État ne peut pas être considéré comme de l'antisémitisme" Ceci montre bien toute l'ambiguïté de ce genre de décision